



Briefings de Bruxelles sur le développement rural
Une série de réunions sur des questions de développement ACP-UE

Session de briefing n° 13

S'améliorer pour être compétitif dans un contexte mondialisé
Opportunités et défis pour les PME agricoles dans les pays ACP

Mercredi 23 septembre 2009 – 8h30 – 13h00

Développement de clusters d'entreprises, de chaînes de valeur et de capacités technologiques

Prof. Carlo Pietrobelli, Université de Rome 3 (Italie) et CREI

Résumé exécutif

Dans le contexte actuel de mondialisation, et encore davantage avec la crise économique et financière, la pression de la compétitivité est également particulièrement forte pour les petites et moyennes entreprises (PME) dans les pays en développement.

Par ailleurs, être « compétitif » ne suffit souvent pas, les avantages des exportations fructueuses n'étant pas également répartis entre les participants au commerce international. La compétitivité doit donc être envisagée dans un contexte « d'amélioration », afin de profiter davantage de la compétitivité. Par conséquent, cette amélioration doit s'accompagner d'un processus d'innovation notable, sous la forme d'amélioration de produits, de processus, de fonctions assumées par les entreprises, ainsi que d'amélioration intersectorielle.

L'idée implicite sous-tendant cette approche est que la portée et l'étendue des bénéfices du commerce international et de la compétitivité ne sont pas également réparties entre les pays et les entreprises et que certaines activités et fonctions d'entreprises offrent de meilleures opportunités, des « rentes » plus importantes.

Cependant, le potentiel d'amélioration des PME, ainsi que des petits agriculteurs, demeure souvent inexploité, ceux-ci opérant de manière isolée, emprisonnés dans des modèles de production non compétitifs et incapables de prendre contact avec des partenaires commerciaux dynamiques pouvant leur apporter une nouvelle expertise et un nouveau savoir-faire.

Comment les PME peuvent-elles surmonter cet isolement et évoluer dans un environnement commercial plus favorable à leur processus d'amélioration ? La réponse réside dans deux stratégies liées et interdépendantes : nouer des liens avec des partenaires locaux et plus éloignés et investir dans la création et le renforcement de « capacités technologiques ».

Dans les années 1980, des « grappes » de petites entreprises ont été « découvertes » dans les pays industrialisés et leurs performances économiques ont été étudiées afin d'en comprendre les tenants et les aboutissants.

Les décideurs politiques, les donateurs et les organisations internationales se sont intéressés aux grappes et les réseaux de petites entreprises, exemples d'efficacité collective générée par l'équilibre (complexe) entre compétitivité et coopération résultant d'économies externes et d'actions conjointes (Schmitz, 1995). Toutefois, alors que ces économies externes sont automatiques et associées à une agglomération productive, les actions conjointes sont plus difficiles à mettre en œuvre, mais plus bénéfiques. Depuis lors, des politiques et des programmes visent à soutenir les grappes et les réseaux d'entreprises.

Depuis la fin des années 1990, un autre facteur d'organisation productive a émergé : la naissance de ce que l'on nomme « chaînes de valeur mondiales » (CVM) (<http://www.globalvaluechains.org>). Les petits agriculteurs et producteurs des pays en développement devaient en effet interagir de plus en plus avec des entreprises et des acheteurs plus importants, et l'accès aux marchés internationaux était souvent gouverné par ces acteurs et les normes et les exigences imposés par ceux-ci.

Aujourd'hui, les chaînes de valeur mondiales sont présentes dans les pays en développement, du fait de l'évolution des cadres réglementaires nationaux et internationaux et des pratiques de technologie et de gestion. Pour les entreprises et les fournisseurs locaux, elles constituent souvent l'une des rares options d'accès à des marchés plus importants et à de nouvelles technologies. Elles peuvent en outre adopter diverses formes de gouvernance, en matière d'organisation et de coordination par exemple, mais également

au niveau de la répartition du pouvoir et des rentes, qui à son tour affecte les perspectives d'amélioration des petites entreprises locales.

Alors que les bénéfices potentiels des CVM pour les pays en développement et émergents à revenus moyens sont bien explorés, les études des impacts des CVM sur les pays en développement plus pauvres à faibles revenus, tels que les pays ACP, sont rares. Clairement, l'accès à ces chaînes de valeur n'est pas en soi une garantie et les efforts de développement des capacités technologiques locales sont essentiels.

Comment les PME et les petits exploitants peuvent-ils bénéficier de tels liens ? Des questions judicieuses et pressantes doivent être soulevées.

Tout d'abord, pourquoi les CVM devraient-elles s'étendre vers ces pays et sous-traiter une partie de leurs activités à ces entreprises ? Quelles opportunités d'amélioration cela apporterait-il aux entreprises de ces pays ? À quelles conditions ces opportunités pourraient-elles être exploitées ? En quoi ces opportunités diffèrent-elles d'un secteur à l'autre ?

Des exemples et des recherches récentes montrent que ces opportunités existent bien, mais sont peu utilisées et dépendent d'un certain nombre de circonstances pouvant ou non être réunies. Les politiques publiques ont un rôle important à jouer afin d'améliorer le potentiel d'effet de levier de ces opportunités et d'effets positifs sur les entreprises locales. Ce rôle est particulièrement pertinent pour les opportunités d'amélioration des pays ACP intensifs en ressources via leur participation à des CVM.

Les grappes locales et les chaînes de valeur mondiales s'excluent-elles mutuellement ? Ce n'est clairement pas le cas. Selon la micro-perspective des petites entreprises et exploitants locaux, les deux types de liens ont leur importance. Dans leurs activités quotidiennes, ces acteurs sont confrontés aux opportunités et aux requêtes d'autres entreprises et organisations locales fournissant un soutien technique et financier, ainsi que d'acheteurs étrangers, d'agents et de corporations transnationales. Afin de répondre à cette demande et de parvenir à tirer meilleur profit de la compétitivité (amélioration), ils doivent également développer leurs propres capacités technologiques.

Parmi les priorités politiques essentielles, citons le renforcement des capacités locales de formulation et de mise en œuvre de politiques, l'amélioration des infrastructures normatives nationales, la définition de priorités de recherche et la dissémination des résultats de celle-ci auprès des PME, ainsi que l'exploitation du potentiel de politiques et de programmes de développement axés sur les grappes.

Références sélectives :

Morrison A., Pietrobelli C., Rabellotti R. (2008) « *Global Value Chains and Technological Capabilities : A Framework to Study Learning and Innovation in Developing Countries* », *Oxford Development Studies*, 36:1, pp.39–58.

Pietrobelli, C. (2008) « *Global value chains in the least developed countries of the world : threats and opportunities for local producers* », *International Journal of Technological Learning, Innovation and Development*, Vol. 1, n° 4, pp.459–481.

Pietrobelli C. et Rabellotti R. (2007) *Upgrading to Compete. Global Value Chains, SMEs and Clusters in Latin America*, Cambridge Ma.: HARVARD University Press,
<http://www.hup.harvard.edu/catalog/PIEUPG.html>

Pietrobelli C. et Rabellotti R. (2004) « *Upgrading in Clusters and Value Chains in Latin America. The Role of Policies* », série consacrée aux bonnes pratiques du Département de développement durable, MSM-124, janvier, http://www.iadb.org/sds/publication/publication_3586_e.htm
En espagnol (février 2005) : http://www.iadb.org/sds/mic/publication/publication_159_3586_s.htm